

Europe

BREXIT : VERS UN ROYAUME DÉSUNI ?

Michael Keating

29/06/2016

Comment le Parti conservateur et le Labour ont-ils mené la campagne pour le référendum britannique ? Quelles sont les conséquences du Brexit pour l'Écosse et l'Irlande du Nord ? Michael Keating, professeur en sciences politiques aux universités d'Aberdeen et d'Edimbourg, décrypte ce tournant historique pour l'Europe.

Le Royaume-Uni a voté pour quitter l'Union européenne (UE) avec une courte mais décisive majorité de 52% des suffrages. La participation, de 72%, est élevée par rapport à la moyenne britannique. Le vote ne s'est pas réparti de manière homogène sur le territoire mais montre, à l'inverse, un pays profondément divisé. Nous savons aussi des enquêtes d'opinion que les citoyens les plus âgés ont soutenu le « Leave » alors que les jeunes électeurs, qui ont certainement le plus d'intérêts dans le futur à long terme, ont très largement penché vers le « Remain ». Les électeurs en faveur du « Leave » sont concentrés au sein des groupes les plus pauvres et les moins éduqués de la population, des groupes qui se sentent marginalisés par le processus de mondialisation et qui constituent la base des soutiens pour les partis populistes dans d'autres pays. Londres a voté pour le « Remain », tout comme l'Écosse, alors que le nord de l'Angleterre et le Pays de Galles ont soutenu le « Leave ».

Les thèmes de la campagne

Trois sujets ont dominé la campagne : l'économie, l'immigration et la souveraineté nationale. Les arguments économiques ont souvent été très techniques et n'ont pas été clarifiés par les assertions trompeuses faites des deux côtés de la campagne. Le gouvernement, favorable à la campagne du « Remain », prétendait que chaque foyer disposerait de 4300 livres sterling supplémentaires d'ici 2030 si le Royaume-Uni se maintenait dans l'UE, ce chiffre est au mieux une supposition, au pire une affirmation fallacieuse. La campagne du « Leave » insistait sur les 350 millions de livres sterling que le Royaume-Uni envoie chaque semaine à l'UE, une somme qui aurait pu être dépensée selon elle pour le système national de sécurité sociale, une affirmation manifestement fautive également. Le résultat a été la disqualification de chacun des deux camps sur ce sujet, les électeurs de la classe ouvrière ne faisant confiance ni à l'un ni à l'autre.

Le thème de l'immigration mélangeait beaucoup de sujets différents (liberté de circulation des travailleurs au sein de l'UE, immigration exogène à l'UE et crise des réfugiés) pour créer un climat de peur et de menace. Les partisans de la campagne du « Leave » n'ont cessé d'expliquer que quitter l'UE pourrait éloigner cette menace, mais ont refusé d'énoncer comment cela serait exactement mis en oeuvre. Comme souvent, ce ne sont pas les zones géographiques, où il y a le plus d'immigrants (comme Londres), qui ont été les plus réceptives à ce message, mais les vieux centres industriels et les petites villes faisant moins l'expérience du multiculturalisme et de la diversité.

Le thème de la souveraineté nationale se résumait avec le slogan « take back control », appuyé par les partisans du « Leave » déclarant que le Brexit renforcerait les citoyens, restaurerait la démocratie et permettrait au gouvernement de répondre aux urgences économiques et sociales. Il n'y a pas eu de débat sérieux sur ce que signifie réellement la souveraineté dans la société actuelle, ou sur le fait que celle-ci pourrait être renforcée si elle était partagée au sein d'un espace plus large.

La stratégie du Parti conservateur

L'ensemble de ces éléments est familier de la droite populiste européenne, qui offre des solutions simplistes à des problèmes complexes et qui canalise le ressentiment populaire, non pas contre les plus riches, mais contre d'autres groupes défavorisés. Il s'est accompagné d'une attaque contre les « élites », c'est-à-dire la classe politique et les experts universitaires, systématiquement accusés d'avoir tort. De manière ironique, les leaders de la campagne du « Leave » étaient des personnalités comme Boris Johnson (diplômé du prestigieux collège d'Eton et de l'université d'Oxford) et Nigel Farage (un riche négociant dans la ville de Londres). La voix des syndicats, très largement pour le « Remain », s'est à peine fait entendre alors que la contribution du Labour a été mise à mal en raison des conflits internes au parti et le sentiment largement partagé que le dirigeant du parti, Jeremy Corbyn, longtemps critique envers l'UE, ne s'impliquait pas.

À la suite du vote, ceux qui firent campagne pour le « Leave » ont très vite changé de ton. Chacun tente de renier la formule sur les 350 millions de livres par semaine expédiés à Bruxelles (alors qu'elle servait de slogan au bus de campagne de Boris Johnson). Boris Johnson lui-même déclara que la campagne n'était pas à propos de l'immigration et qu'il n'avait fait aucune promesse pour la réduire maintenant que son camp a gagné. Les partisans du « Leave » affirment aussi que le Royaume-Uni peut négocier un accord pour obtenir « l'accès » au marché unique, comme si cela pouvait être différent de « faire partie » du marché unique, sachant pertinemment que faire partie du marché unique signifie en accepter toutes les règles sans avoir un vote pour les édicter. Ils

prétendent même qu'il n'est pas nécessaire de mettre en oeuvre l'article 50 du traité, enclenchant la procédure de départ. Comme personne ne peut les forcer à le faire, et qu'il n'y aura pas de nouveau Premier ministre avant l'automne, la période d'instabilité et de doute va se prolonger.

Le Parti conservateur a été profondément divisé sur la question du référendum, mais le Labour n'a pas fait davantage preuve d'unité. À l'approche de la fin de la campagne, ce dernier a parlé avec deux voix sur l'immigration, avec certains porte-paroles du Labour indiquant que la libre-circulation des travailleurs devrait être réduite. Le Labour a perdu la confiance de beaucoup de ses sympathisants dans les vieux centres industriels de l'Angleterre tout comme il a perdu sa base ouvrière en Écosse en 2014, et cette perte peut se révéler définitive. Il est peu probable que ces électeurs soutiennent des partis dirigés par de riches membres de l'élite issue des écoles privées comme Boris Johnson ou Nigel Farage, mais ils sont désormais disponibles pour les partis populistes d'extrême droite, qui, jusqu'ici, n'ont fait que des progrès sporadiques dans la vie politique anglaise.

Quelles conséquences pour l'Écosse et l'Irlande du Nord ?

L'Écosse s'est évitée une grande partie de ces problèmes. Les principaux partis écossais ont adopté une approche pro-européenne et ont refusé longtemps d'instrumentaliser le sujet de l'immigration. En effet, le Labour et le Parti National écossais (SNP), les deux partis du gouvernement local, ont présenté l'immigration comme un élément positif, un bénéfice économique et un moyen essentiel pour lutter contre la démographie écossaise en déclin. De même, l'Europe a été présentée de manière positive, avec un accent mis sur sa dimension sociale et les opportunités économiques qu'elle représente.

Le vote écossais en faveur de l'Europe (62%) a été supérieur au vote anglais pour le départ (53%) et, immédiatement, le Premier ministre de l'Écosse a déclaré son intention de maintenir l'Écosse dans l'Union européenne. Lors du référendum sur l'indépendance en 2014, 55% des Écossais ont voté pour le maintien au sein du Royaume-Uni. Il est devenu désormais impossible d'être membre à la fois du Royaume-Uni et de l'UE. La seule manière de rester dans l'UE serait de quitter le Royaume-Uni, avec un nouveau référendum d'indépendance. Un tel référendum ne serait pas simple à gagner car, avec l'Écosse dans l'UE et l'Angleterre en dehors, une frontière extérieure de l'UE séparerait les deux. Les sondages avant le référendum sur l'UE laissaient penser qu'un tel scénario augmenterait le soutien pour l'indépendance, mais pas suffisamment pour assurer sa victoire. L'Écosse est ainsi prise dans un dilemme constitutionnel, en étant incapable de satisfaire toutes ses préférences.

Cependant, si le Royaume-Uni parvient réellement à négocier une sorte d'accord de libre-échange

pour conserver un accès au marché unique européen, cela simplifierait l'indépendance écossaise puisqu'elle pourrait conserver l'accès aux marchés européen et anglais. Si elle devient alors un membre de l'Union européenne, elle serait alors dans une position bien plus forte que le reste du Royaume-Uni, puisqu'elle aurait un droit de vote au Conseil de l'Union européenne alors que Londres non. Ceci donnerait un tour ironique à la promesse de la campagne du « Leave » de « reprendre le contrôle ».

L'Irlande du Nord, qui a aussi voté pour le « Remain », fait également face à la possible mise en place d'une frontière extérieure de l'UE avec la République d'Irlande, ce qui amoindrirait le processus de paix ayant permis l'ouverture de la frontière. Le Brexit déstabilisera aussi les relations entre les deux communautés de l'Irlande du Nord : il semble, en effet, que les nationalistes ont largement voté pour le maintien alors que les unionistes ont penché du côté du « Leave ». Le Sinn Fein a d'ores et déjà appelé à un nouveau vote sur l'unification irlandaise. Cela paraît improbable tant que la majorité protestante s'y oppose. Le principal effet serait d'augmenter le soutien pour l'unité irlandaise au sein des catholiques : les sondages des dernières années ont montré qu'il n'y avait pas de majorité catholique pour la réunification tant que le partage des pouvoirs en Irlande du Nord est possible. La question territoriale au sein du Royaume-Uni est maintenant profondément liée à la relation du Royaume-Uni avec l'Europe.